



COLLOQUE SCIENTIFIQUE

« DYNAMIQUES RURALES A MADAGASCAR : PERSPECTIVES SOCIALES, ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES »

ANTANANARIVO

23-24 AVRIL 2007

Colloque organisé conjointement par :
l'Institut National de la Statistique (INSTAT),
la cellule du Réseau des Observatoires Ruraux de l'EPP/PADR,
l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et le GIE DIAL.

Colloque scientifique

«Dynamiques rurales à Madagascar: perspectives sociales, économiques et démographiques»

23-24 avril 2007, Hôtel Panorama, Antananarivo

L'endettement chronique des paysans et son impact sur la pauvreté rurale

CABALZAR Gion Pieder

Anthropologue, Représentant de l'Action de Carême Suisse,

Co-Responsable "Programme Tsinjo Aina"

B.P. 244, 619 Morondava, / Madagascar

Adresse mail: gion1@malagasy.com

1. Le thème et sa signification

L'endettement chronique (ou cyclique) des paysans (comme aussi celui des ouvriers, fonctionnaires et petits métiers à Madagascar), est - en principe - connu par tout le monde. Et pourtant: il s'agit d'une des questions les plus méconnues, les plus sous-estimées et les plus négligées de la Grande Ile. C'est le cas pour la presse écrite, c'est aussi le cas pour les statistiques et les analyses de la pauvreté, comme par conséquent pour les stratégies et projets de lutte contre la pauvreté: on en parle peu ou pas du tout. *

Nous considérons l'endettement chronique provoqué par l'usure comme un facteur déterminant de la pauvreté - et de son niveau et de sa persistance. Il signifie des manques à gagner et des pertes sèches menant dans un cercle vicieux et empêchant tout espoir de développement. Et nous osons prétendre que ce "facteur" concerne une majorité de la population rurale à un degré important.

Les données que nous allons présenter, dans la première partie de notre communication, ne sont pas issues d'une recherche dans le sens strict du terme, mais résultent de milliers d'entretiens menés avec des paysans et d'observations faites en milieu rural depuis 1997, année de mise en route d'un programme de lutte ciblée contre l'endettement chronique des paysans: le "Programme Tsinjo Aina". La deuxième partie de notre communication est consacrée à la présentation de cette approche particulière de lutte contre l'endettement. Et nous essayons de montrer, qu'il est possible pour les paysans de sortir de l'endettement chronique (d'un cercle vicieux qui tire vers le bas, d'une "dynamique négative" donc) par leurs propres forces, et aussi de se donner des perspectives réelles de développement économique et sociale - de passer donc à une "dynamique positive" et auto-déterminée. A notre avis la base indispensable d'un développement durable.

* Une consultation (non exhaustive), que nous avons menée au niveau des quotidiens nationaux en 2006, nous a permis de dénicher deux articles au sujet de l'usure: une analyse de l'usure parue dans "La Gazette" (10/1/06), et une autre, de bon niveau aussi, parue dans "Les Nouvelles" (13/7/06). Mais cette dernière s'est révélé - après recoupement - être un "plat réchauffé" (sans indication de la source, un simple plagiat donc) d'une analyse faite par la CECAM en 2000, qui se basait en partie sur des études menées en 1992/1993.

Pour ce qui concerne les statistiques et analyses, nous avons consulté des données publiées par l'INSTAT, le ROR et le SIRSA - l'endettement n'y est pas analysé. Le ROR dispose de données, qui restent à exploiter.

Le PNDR (2005) consacre une page entière à l'analyse de la pauvreté sous la forme classique de l'arbre de problèmes (diapositive 14) - l'endettement n'y figure pas. Par conséquent, les stratégies présentées ne ciblent pas non plus le problème.

Parmi les projets, la CECAM seule - dans son document de base de 2000 - considère l'endettement comme un facteur déterminant de la pauvreté. L'article parle de 200.000 à 500.000 foyers paysans concernés, et ceci à un degré important. La CECAM a par conséquent introduit une ligne de crédit nommée "Crédit de dépannage".

Quatre convictions sont à la base de notre communication:

- La pauvreté rurale ne peut pas être comprise correctement sans considération de l'endettement chronique provoqué par l'usure et d'autres pertes chroniques
- Il n'y a pas de développement possible sans libération de l'usure et d'autres pertes chroniques
- Des projets technico-productivistes ne suffiront pas pour résoudre le problème de l'endettement chronique
- La solution peut et doit partir des acteurs organisés à la base, elle est à leur portée.

2. L'endettement - mécanisme, formes, dimensions et conséquences

Dans notre présentation de l'endettement chronique (ou cyclique), nous nous concentrons sur les quatre aspects "mécanismes", "formes", "dimensions" et "conséquences". Nous ne parlerons pas en détail des usuriers. Ce sont, à la campagne, le plus souvent des épiciers, des collecteurs et des commerçants, mais aussi des paysans plus aisés que les autres, ou n'importe quels voisins. Qui a de l'argent ou du riz (paddy ou blanc) en surplus, peut être tenté d'entrer dans les circuits juteux de l'usure, que ce soit pro-activement (en cherchant des clients) ou en répondant à des demandes.

2.1. Le mécanisme de l'endettement

Par endettement cyclique, nous comprenons le fait qu'en périodes de manques (période de soudure, cas de maladies, rentrées scolaires, fêtes, etc.), les paysans concernés sont obligés de contracter des dettes en riz et/ou en argent auprès de prêteurs informels d'argent ou de riz (appelés "mpanjanabola", "mpanjanabary"). Les emprunts auprès de ces usuriers coûteront cher, comme ils seront à rembourser moyennant des taux d'intérêt très élevés: 200% à 300 % pour un crédit informel (en argent ou en riz) allant de quelques semaines à quelques mois en milieu rural, 50% à 100% par mois pour un crédit informel en argent dans les villes. (L'usure, selon le Petit Larousse Illustré 1999, est un "délict commis par celui qui prête de l'argent à un taux d'intérêt excessif", et l'usure est la règle dans les systèmes de prêts d'argent et de riz du secteur informel à Madagascar.)

Le paiement d'intérêts excessifs provoque nécessairement des manques à gagner importants par foyer, des pertes sèches. Paysans, ouvriers, petits fonctionnaires et petits métiers se ruinent au travers de cette pratique, qui est devenue chronique par sa logique même: une fois les gens sont pris dans le piège, un cercle vicieux s'ouvre: un crédit informel entraîne nécessairement le prochain, et l'issue ne paraît pas évidente. Au contraire: le cercle vicieux a tendance à tirer vers le bas.

2.2. Les formes de l'endettement

Nombreuses sont les formes que prend l'endettement chronique - en 1999 déjà, nous en avons identifié plus d'une vingtaine. Les quatre cas présentés ci-dessous représentent les transactions les plus répandues, observées dans toutes les régions de Madagascar depuis des années, si on prend la vanille comme "chiffre" pour "culture de rente", tout en admettant que les clous de girofle, le café, le tabac et d'autres produits de rente suivent les mêmes règles.

- **riz - riz**: on emprunte 10 daba de riz en période de soudure, et on rembourse 20 à 30 daba après la récolte - le taux d'intérêt est donc de 100 à 200% sur une période allant de quelques semaines à quelques mois
- **argent - riz**: on emprunte 3.000 MGA en période de soudure, et on rembourse après récolte sous forme de 1 daba de paddy (13 à 15 kg), qui en vente ouverte vaut 10.000 MGA - le taux d'intérêt se situe donc entre 200 et 300% sur une période allant de quelques semaines à quelques mois
- **argent - vanille**: on emprunte 3.000 MGA en période de soudure, et on rembourse après récolte sous forme de 1 kg de vanille verte, qui en vente ouverte vaut 12.000 MGA - le taux d'intérêt est donc de 300% sur une période allant de quelques semaines à quelques mois, souvent même plus
- **argent - argent**: on emprunte 10.000 MGA pour rembourser 15.000 ou 20.000 MGA à la fin du mois - le taux d'intérêt est donc de 50% à 100% pour un mois.

2.3. Les dimensions de l'endettement (ou l'ampleur du phénomène)

En ce qui concerne les dimensions de l'endettement chronique, deux aspects nous intéressent: le pourcentage de foyers (ou gens) concernés, et le degré (ou l'importance) de l'endettement par foyer.

Le document de la CECAM (cité plus haut), estimait en 2000 (pages 4 et 5) "par extrapolation de diverses sources (RAKOTONDRAMANITRA, 1990; ZELLER, 1991; WARD, 1992) et de nos propres enquêtes, entre 200.000 et 500.000 familles paysannes ainsi endettées à très court terme et à des taux élevés (100 à 400% en taux d'intérêts annualisés sur des durées moyennes de trois à six mois). Le total des engagements pourrait s'établir entre 200 et 400 milliards de FMG par an (valeur 1998). D'une manière générale, il s'agit de financer la survie plus que la production."

Nos propres observations depuis 1997 (sans statistiques pourtant) ne confirment non seulement les dimensions énormes du problème, elles nous poussent même à aller plus loin. Nous concluons que

- o une majorité des foyers paysans sont chroniquement frappés par l'usure - l'endettement est pour ainsi dire généralisé dans le pays. Dans les villages de notre engagement, le taux de foyers concernés chroniquement par l'usure est de 50% à 80%. On nous a même dit, et ceci à plusieurs reprises, qu'il ne faut pas poser la question "Combien de foyers sont frappés régulièrement par l'endettement?", mais plutôt "Combien de foyers ne le sont pas?" Et la réponse serait: "S'il s'agit de 5% à 10%, c'est beaucoup". Le nombre de 200.000 à 500.000 foyers concernés, indiqué dans l'étude de la CECAM citée ci-dessus, doit certainement être corrigé vers le haut.
- o le degré (ou l'importance) de l'endettement par foyer est tel qu'il affecte très sérieusement l'économie des foyers concernés. Nous avons constaté des engagements de remboursement allant jusqu'à un tiers ou à la moitié de la récolte, dont la majeure partie sous forme d'intérêt sur l'emprunt. L'endettement peut être à l'origine de la soudure même, et les pertes subies grâce aux intérêts excessifs payés conditionneront déjà le prochain emprunt, et de suite. Nous pouvons en déduire que nombre de paysans produisent en fait de quoi vivre, mais que ce sont les pertes subies qui les privent d'une situation de sécurité alimentaire.

Nous n'avons pas d'estimation à présenter en ce qui concerne le total des engagements. Mais il s'agit sans aucun doute d'un montant énorme (loin au-delà du chiffre indiqué dans l'étude de la CECAM), avec des répercussions importantes sur l'économie locale et nationale. Ces répercussions méritent d'être étudiées.

2.4. Les conséquences de l'endettement

Nous le répétons: qui dit endettement provoqué par l'usure dit pertes. Une bonne partie des valeurs créées par les paysans (récoltes, argent), part régulièrement dans les poches des usuriers. Les conséquences néfastes de l'endettement chronique sont bien sûr multiples, et leur cumulation est désastreuse. Pour les paysans concernés, cela signifie que

- les foyers endettés ont "trop peu pour vivre, mais trop pour mourir", et ils tournent en rond à ce niveau-là, un niveau qui est optimal pour ceux qui les exploitent
- l'endettement entraîne bien souvent - et de plus en plus - la perte de la rizière (ou de la terre productive en général, y inclus les vergers), ainsi que du bétail et des équipements, transformant donc le paysan indépendant en métayer, locataire de terre ou ouvrier agricole - s'il n'est pas contraint à l'exode rural. Pour obtenir un prêt informel, les paysans ont donné certains de leurs biens en caution, et ils les perdent en cas de non-remboursement dudit prêt
- malnutrition et sous-nutrition, ainsi que le non-accès à des soins médicaux sont des conséquences logiques de l'endettement, qui fonctionne comme cercle vicieux: on s'endette principalement pour se nourrir et se soigner, mais une fois pris dans le piège, on a de moins en moins les moyens pour se procurer ces prestations vitales
- la déscolarisation augmente, et elle s'explique par le simple fait que beaucoup de foyers n'arrivent non seulement plus à supporter les coûts directs et indirects liés à l'écolage, mais ont besoin de leurs enfants comme force de travail dans la lutte pour la survie
- l'exode rural est une des dernières conséquences.

3. Les deux facteurs aggravants: la vente et le (r)achat de riz, ainsi que le métayage

L'usure n'est pas la seule source de pertes pour les paysans riziculteurs. Deux autres mécanismes renforcent (ou accélèrent) le cercle vicieux qui tire vers le bas:

- la vente de riz suivi du rachat de riz
- le métayage.

3.1. La vente et le rachat de riz - un autre facteur de perte

Le fait est simple: une majorité des riziculteurs, même si leur propre production ne suffit pas pour se nourrir toute l'année, vendent du riz après la récolte. Ceci pour se procurer des PPN (Produits de Première Nécessité), ou d'autres produits. Les mêmes riziculteurs vont (r)acheter du riz en période de soudure. Mais: la vente après récolte est bien sûr à bas prix, et le rachat en période de soudure à prix élevé - le prix passe du simple au double ou à plus. La perte est évidente, et aussi le fait qu'il faut absolument trouver une solution à ce genre de transaction.

Il s'agit d'un mécanisme bien reconnu par le ROR (Réseau des Observatoires Ruraux), qui écrit en 2006 (page 8): "Cependant, les ménages les plus pauvres doivent monétiser l'ensemble de leur production (à bas prix) pour pouvoir acheter les produits de première nécessité, et ne peuvent se permettre de stocker. Ils rachèteront d'ailleurs quelques mois plus tard, en l'occurrence durant la période de soudure, à un prix beaucoup plus élevé une partie de leur production pour pouvoir se nourrir" (soulignements par nous). Le calcul de ces pertes subies devrait être établi.

Un exemple chiffré de la plaine de Marovoay (Boëny), en 2005: un paysan a vendu, après récolte, 5 sacs de paddy à un prix de Fmg 90.000 chacun. Lors de la soudure, il a (r)acheté 12 sacs de paddy au prix de Fmg 225.000 chacun. Sur les 5 sacs qui rentrent dans notre calcul de "vente et rachat", la perte de ce foyer paysan se chiffre à Fmg 675.000 (actuellement MGA 135.000).

Le calcul que nous avons établi avec une paysanne de la Haute Matsiatra (en 2005) a montré, que la soudure de 6 mois a été conditionnée par l'usure et le système de vente et rachat de riz. Ce système renforce donc l'endettement chronique, comme il peut être à l'origine même de l'entrée dans le cercle vicieux de l'endettement.

Le système de vente et de rachat de riz est aussi ciblé par les GCV (Greniers Communautaires Villageois) de certaines IMF: en octroyant un crédit en contrepartie d'un dépôt de paddy comme garantie, et en attendant un meilleur niveau de prix du riz sur le marché. Nous manquons d'informations sur les résultats obtenus, et sommes curieux de connaître la catégorie paysanne qui adhère à ce genre de système.

3.2. Le métayage - un troisième facteur de perte

Il est connu que la surface moyenne (toutes catégories confondues) à disposition du paysan à Madagascar est insuffisante: en dessous de 90 ares (Source: Recensement de l'agriculture, campagne agricole 2004-2005, Service des Statistiques Agricoles). Quant aux rizières: encore moins. Et il est aussi connu que nombre de paysans, notamment de grands périmètres rizicoles comme ceux de Marovoay (Boëny) ou de Dabara (Menabe), ne sont pas propriétaires de leurs parcelles, mais métayers ou locataires - un sort qui frappe souvent les immigrés. Pour Marovoay, on parle de 34% de métayers (info ROR), pour Dabara de 40% (info DRDR Menabe). Les termes du contrat de métayage "normal" signifient que la moitié de la récolte appartiendra au propriétaire de la rizière (il y a des variations selon région, et suivant la contribution ou non du propriétaire). Quoique apparemment interdit par la loi, ce genre de contrat informel persiste. Qui travaille une parcelle entière pour en tirer la moitié de la récolte, est nécessairement perdant.

3.3. La double ou la triple perte

Nombreux sont les paysans qui subissent une double ou même une triple perte, provoquée par l'usure, le système vente/rachat de riz et le métayage. Inutile de souligner que ce cumul de pertes significatives bloque toute perspective de développement.

4. La stratégie adoptée par le programme "Tsinjo Aina"

"Tsinjo Aina" ("Sécuriser la vie par la prévention") est, nous le répétons, un programme de lutte contre l'endettement chronique (ou cyclique) provoqué par l'usure et d'autres pertes. Après des actions tests en 1998, ce programme a été mis en route systématiquement à partir de 1999. Vision, stratégie et démarche ont été mises au point en cours de route. Une trousse à outils complète - pour les groupements de base, pour l'animation sur terrain ainsi que pour la conduite de projets et programmes - sera disponible en version finale à partir de mi-2007.

4.1. Les buts

Le Programme Tsinjo Aina s'est fixé comme premier but de permettre aux victimes de l'usure (en premier lieu aux plus démunis) de sortir du cercle vicieux de l'endettement par leurs propres efforts. Autrement dit: d'arrêter de perdre dans les poches des usuriers et des commerçants, en "bouchant le trou". Le programme est active principalement en milieu rural, mais aussi dans certaines villes, où il travaille avec des ouvriers, fonctionnaires et petits métiers.

Si le premier but est la libération de l'usure, la finalité du programme est l'autopromotion des acteurs organisés à la base. Passer du cercle vicieux qui tire vers le bas (l'endettement chronique) - d'une "dynamique négative" donc - à une "dynamique positive", permettant de développer des perspectives réelles en matière économique et sociales.

Inverser la tendance, remonter la pente - "Tsinjo Aina" exprime cette ambition à travers une "Vision 2015" (voir annexe 1). Cette vision, élaborée en 2005, et reflète le mûrissement du programme au fil des années

4.2. Stratégie et démarche

En partant de l'idée, qu'il faut s'attaquer au problème de l'usure - et ne pas penser qu'il se règlera tout seul - le Programme Tsinjo Aina se propose de créer des conditions permettant aux acteurs à la base de se libérer eux-mêmes de la mainmise par les usuriers, et d'aller aussi plus loin par la suite.

Qui dit "prévenir" dit "prévoir" - en créant des stocks, des réserves en argent et en riz, une épargne donc. Des réserves qui seront à disposition en cas de besoin. Dans son action de base visant le désendettement, le programme encourage et puis accompagne

- L'organisation des acteurs à la base en "Groupements d'épargne commune" de 15 à 25 membres ou plus.
- La mise en place d'une épargne commune ("tahiry iombonana", en riz et/ou en argent), constituée à travers des cotisations régulières, des travaux communs et l'entraide rotative,
- L'utilisation de l'épargne commune comme de fonds de crédit interne (moyennant un petit intérêt ou aucun), auquel les membres du groupement peuvent avoir accès sur décision du groupement tout entier, au lieu de devoir s'adresser aux usuriers.
- L'élaboration d'un Règlement Intérieur (R.I.), qui fixe toutes les règles du jeu pour l'organisation interne du groupement, la constitution de l'épargne et son utilisation comme fonds de crédit interne. Le groupement d'épargne commune est informel.

Cette action de base du Programme Tsinjo Aina, tout en permettant d'atteindre le désendettement par ses propres forces, est censée provoquer le déclenchement, au sein des groupements, d'un processus menant à des actions complémentaires de lutte contre la pauvreté, ou mieux: contre les diverses dépendances et injustices qui sont à son origine. Ces actions complémentaires seront prioritairement d'un caractère à intérêt communautaire (tout en maintenant voir renforçant, bien sûr, l'action de base comme "assurance" ou "filet de sécurité local"): accès à la terre et sécurisation foncière, promotion de cultures vivrières, accès à l'eau potable, obtention de droits civiques, sécurité de personnes et de biens, etc. Dans cette optique, Programme appuie les groupements de base dans leur mise en réseaux au niveau des Fokontany, les habilitant à mieux défendre leurs droits et leurs intérêts. Les réseaux de groupements - des plates-formes informelles - ont pour but de contribuer à la consolidation des groupements membres, mais aussi de concevoir et de réaliser les actions communes.

L'approche Tsinjo Aina respecte et renforce la logique de subsistance pour le milieu rural (en distinction d'une logique d'accumulation), en tant que logique économique d'intégration sociale (voir annexe 2). Ce qui veut dire que priorité est donnée aux cultures vivrières, tout en visant une augmentation de la production et une diversification culturelle. Les excédents de cette production (s'il y en a) et des productions destinées à la vente permettent, idéalement, d'acquérir les ressources monétaires nécessaires pour l'acquisition de PPN et d'autres produits. Salarariat temporaire et artisanat peuvent compléter ce tableau.

En résumant l'essentiel dans une devise simple et claire: "Surmonter l'exploitation par l'usure et d'autres pratiques, assurer la subsistance, sécuriser les terres".

4.3. La logique de l'approche Tsinjo Aina et ses valeurs de base

Le Programme offre et fournit un appui non-assistential à l'auto-promotion ("empowerment") des acteurs organisés à la base, consistant en information, formation et appui-conseil - donc sans subventions directes ou crédits externes quelconques. L'appui est en fait un accompagnement de proximité et de continuité (il dure des années), assuré par une structure légère qui engage des animateurs issus des groupements de base même. En mettant l'effort propre, basé sur les moyens propres, au centre de son message, Tsinjo Aina évite de donner naissance à des organisations d'opportunité (à caractère spéculateur) - le contraire donc du genre: "Organisez-vous, et vous recevrez..." L'effort propre sous forme d'une organisation solidaire est le garant de base pour un développement souverain et durable.

Le regain de cohésion de la communauté de base est visé, basée sur la solidarité à (re)construire. Cette solidarité trouve ses formes d'expression dans l'organisation de base fonctionnelle, l'épargne commune et son utilisation contre l'exploitation, dans les différentes formes d'entraide, et dans des activités communes (champs communs, travaux communs). Des pratiques de "solidarité communautaire" ont bien existé dans tout Madagascar dans le temps, notamment en matière d'entraide, mais elles reculent ou sont carrément en train de disparaître. Les faire revivre, les réactualiser sous des formes adaptées, permet de reconstruire la solidarité communautaire indispensable au développement durable. Tsinjo Aina renforce le communautaire par l'associatif, un associatif qui comprend, avec le "crédit interne", un élément dynamiseur inexistant dans le passé. Le "crédit interne" garantit un accroissement régulier des réserves, ce qui n'a pas été le cas avec les systèmes traditionnels d'entraide de type social, qui anéantissait régulièrement les stocks. L'entraide rotative est adaptée par nombre de groupements d'épargne commune aux principes Tsinjo Aina: en diminuant les coûts pour les participants (petite contribution de chacun, mais pas de contrepartie réelle de la prestation fournie), et en versant ces contributions dans l'épargne commune. (Nous rappelons que l'entraide classique peut, sous forme d'une réciprocité apparente, favoriser les paysans les plus aisés. Explication: un paysan sans moyen ne peut pas faire appel aux voisins.)

L'action de base mobilise le potentiel du groupement, elle montre que l'effort propre permet d'atteindre une grande chose: la libération de l'usure. Mais cet effort propre en commun nécessite le respect, l'entretien et la promotion de principes et de valeurs. La solidarité est la valeur centrale, et elle est prioritairement au service des plus faibles, des plus démunis. Les valeurs promues sont issues de la tradition malagasy comme de l'héritage universel. Tsinjo Aina s'inspire de la doctrine sociale de l'Eglise Catholique, tout en pratiquant l'ouverture envers toutes les croyances. Tsinjo Aina ne fait pas de distinction de race (ou d'ethnie) ni de religion, et est strictement apolitique.

4.4. Tsinjo Aina dans le concert d'autres initiatives

Le programme Tsinjo Aina agit dans un milieu marqué par la présence active de plus en plus d'acteurs intervenants ou d'initiatives, allant dans divers sens et travaillant avec différentes méthodes et outils. Ces dernières années, ce sont notamment le "Crédit externe" (instrument des IMF) et, souvent liée à celui-ci, les "actions génératrices de revenus" (AGR) qui sont devenues des mots d'ordre du développement rural. Des approches qui ne répondent pas forcément aux besoins des couches sociales les plus démunies en milieu rural.

Pour le DSRP, les fonds externes injectés sous forme de subventions devraient mener à une épargne interne volontaire, un genre de fonds rotatif - une belle illusion suivant les expériences que nous connaissons. Pour Tsinjo Aina, l'épargne interne permet de monter un système de crédit interne autogéré, mais ce n'est pas la subvention (ou le crédit externe) qui génère l'épargne interne.

Le système de l'épargne commune pour le désendettement n'est pas à confondre avec deux "parents lointains" du monde de la petite finance: les tontines chinoises, ainsi que les services d'épargne et de micro-crédit offerts par les IMF (Institutions de Microfinance).

☛ Concernant les tontines, nous empruntons quelques formulations à l'instructive oeuvre "La tontine", M. Lelart, Ed. AUPELF-UREF, John Libbey Eurotext, Paris 1990, que nous recommandons pour lecture. Au fond, la tontine financière permet à des membres d'un groupe constitué librement et informellement de bénéficier, à tour de rôle (mensuellement), des contributions de tous les membres. Sans entrer dans les variations existantes, on peut dire que la tontine s'adresse à des gens qui spéculent sur une action précise, le plus souvent d'investissement, et qui souvent n'ont pas la discipline de faire des épargnes personnelles. Une fois tous les membres du groupe tontinier servis à tour de rôle, le système s'arrête, ou doit reprendre à zéro. Rien à voir donc avec le système Tsinjo Aina de l'épargne commune pour le désendettement, qui augmente progressivement l'épargne commune pour éviter aux membres, en cas de besoin, le recours aux usuriers.

☛ Pour ce qui concerne les services d'épargne et de micro-crédit des IMF (exemples à Madagascar: CECAM, OTIV, TIAVO, etc.), les différences par rapport au système de l'épargne commune pour le désendettement sont les suivantes:

- Les deux systèmes, les Crédits IMF et les groupements d'Epargne Commune pour le Désendettement (appelés GECD par la suite), répondent à des besoins différents: investissement productif ici, sortir de l'endettement là. Autrement dit: les IMF visent logiquement à (faire) rentabiliser des investissements, tandis que les GECD visent à arrêter de perdre des valeurs créées (en nature ou en argent)
- Dans les IMF, la concentration est donc sur l'économique (en termes de rentabilité), tandis que les GECD visent des perspectives de développement communautaire durable, basées sur des valeurs fortes
- Dans le cas des IMF, l'individuel prévaut, tandis que les GECD sont exclusivement basés sur l'associatif: le groupement informel organisé autour de l'épargne commune
- Les IMF devraient offrir un banking professionnel et institutionnalisé, tandis que les GECD représentent l'effort communautaire de gestion auto-responsable
- Les IMF représentent une chance réelle pour les plus dynamiques (capables de profiter des services offerts), tandis que les GECD peuvent être caractérisés comme filets de sécurité sociale en faveur des plus faibles
- Les IMF s'adressent donc en premier lieu à des individus disposant d'un certain potentiel économique et étant capables de gérer des investissements productifs, mais elle ne sont pas faites des paysans endettés chroniquement et qui vivent essentiellement dans une logique de subsistance
- Bref: il n'y a pas contradiction entre les deux systèmes, mais plutôt complémentarité dans la mesure où ils ne visent pas la même clientèle.

La Coordination Nationale de Micro-Finance de Madagascar, comme aussi une étude du Bureau international "Facet" pour le compte du MCA, voient un rôle éminemment éducatif de l'approche Tsinjo Aina, qui permettrait d'atteindre des gens peu aptes au système IMF, et de les préparer (entre autres) comme futurs clients potentiels du système IMF - ce qui peut être le cas, mais qui ne doit pas forcément l'être.

Par contre, suivant notre conviction, le système de l'épargne commune s'intègre facilement dans une logique de réduction de la vulnérabilité de ses groupements membres. La mise en place de groupements d'épargne commune répond parfaitement à la stratégie de sécurité alimentaire et de gestion des risques. Tout d'abord, parce que arrêter de perdre est, en quelque sorte, synonyme de

gagner - chaque foyer dispose donc d'une meilleure base de départ. Ensuite, l'épargne commune en riz et en argent représente une certaine garantie pour pallier à des situations de précarité. Et finalement: le fait d'être organisés en groupements solidaires, le fait de vivre et de pratiquer une solidarité concrète, prépare les gens à des situations où ce genre d'attitude sera d'une grande utilité.

4.5. Les régions d'engagement actuelles du Programme Tsinjo Aina

- SAVA: Andapa, Sambava, Antalaha
- Boëny: Mahajanga I, Mahajanga II, Marovoay, Andranofasika
- Itasy: Miarinarivo, Soavinandriana, Arivonimamo, Imeritsiatosika
- Analamanga: Ambatomanga, Tanà-Ville (5 quartiers)
- Vakinankaratra: Antsirabe, Ambatolampy, Behenjy
- Atsinanana: Toamasina I, Brickaville, Antsiramandroso, Anivorano, Ranomafana-Est, Andevoranto, Fanandrina, Ilaka-Est, Foulpointe,
- Analanjirifo: Soanierana-Ivongo, Fénériver-Est, Vavatenina, Anjahabe,
- Vatovavy Fitovinany: Mananjary
- Haute Matsiatra: Ambalavao, Isandra, Ankaramena, Alakamisy
- Ihorombe: Ihosy, Ranohira
- Sud-Ouest: Ampanihy, Betioky, Fotadrevo
- Menabe: Miandrivazo (10 Communes), Bemanonga

4.6. Quelques données concernant la situation actuelle

Le Programme Tsinjo Aina est en train de finaliser une Revue à Mi-Terme (Mid-Term-Review) de sa phase actuelle 2005 - 2007. Les résultats obtenus sur base d'une enquête exhaustive en matière quantitative et qualitative (perception), permet d'établir un bilan assez précis. Ce bilan concerne en premier lieu l'action de base (groupements d'épargne commune), les actions communes de tout genre étant encore en évaluation. Les données principales:

- | | |
|--------------------------------------|--------|
| ○ Nombre de groupements actifs: | 4.712 |
| ○ Total des membres: | 64.979 |
| ○ Moyenne de membres par groupement: | 14 |
| ○ Pourcentage de femmes membres: | 49.8% |
| ○ Recours à l'usure encore: | 28% |

Annexe 1:

AdC-Madagascar
Programme Tsinjo Aina

Schéma et définition de la "Subsistance"

Le présent schéma simple essaye d'illustrer le contenu de la subsistance comme nous la comprenons. De cette visualisation ainsi que des quelques explications qui suivent, nous nous promettons une meilleure compréhension de ce terme fondamental pour la stratégie Tsinjo Aina.

Vente →	<u>Excédents de production</u> Riz Manioc, Taro, Patates Maïs Pommes de terre, etc.	<u>Production pour la vente</u> Vanille, Café Clous de girofle Arachides Tomates, Cornichons, etc.
Autoconsommation →	<u>Production de base</u> Riz, Manioc, Taro, Patates Maïs Pommes de terre, etc.	
	↑ Cultures vivrières	↑ Cultures de rente

La "subsistance", définie correctement, n'est pas synonyme du terme "autoconsommation". L'opposition entre "subsistance" et "production pour le marché" ne tient pas non plus debout. La "subsistance", tout en visant à assurer en premier lieu la survie à travers une production de cultures vivrières, comprend l'accès au marché (avec des excédents de production des cultures vivrières, et aussi avec des productions spécifiques), mais elle s'oppose à l'exclusivité d'une orientation vers le marché.

La "subsistance" est l'expression de l'expérience, voire de la sagesse même, accumulées par les communautés paysannes depuis des millénaires pour assurer la survie dans des conditions changeantes, et le plus souvent difficiles. Elle ne se comprend d'ailleurs pas exclusivement en termes économiques: l'intérêt de la survie de la communauté est reflété dans des mécanismes d'entraide et de solidarité, des mécanismes, qui ont tendance à se perdre quand l'orientation vers le marché prédomine. Qui d'ailleurs va pouvoir donner quelle garantie de fiabilité, de viabilité et surtout de durabilité des marchés? Et qui voudra honnêtement déconseiller aux paysans de se nourrir de leur propre production avant de porter les excédents au marché?

La "subsistance" est un système dynamique, basé sur des valeurs, et qui ne représente nullement un retard sur l'histoire. Au contraire, ce système mérite notre attention et notre appui, si nous avons réellement l'intention de lutter pour la réduction de la vulnérabilité, et de nous engager contre la marginalisation d'une grande partie de la population.

"Tsinjo Aina"

Vision 2015

1. Les familles des paysans, organisés dans le cadre du programme Tsinjo Aina, sont capables d'orienter et de gérer leur propre développement d'une manière compétente et auto-responsable.
2. L'organisation en groupements d'épargne commune, en réseaux de groupements (niveau Fokontany) et en réseaux de réseaux (niveaux Communes et Régions) est devenue un acquis durable.
3. L'épargne commune a permis aux membres des groupements (à l'exception des groupements créés récemment) de se libérer entièrement de l'usure, et aussi de ne plus vendre du riz à bas prix après récolte, pour acheter du riz à prix élevé en période de soudure.
4. Les paysans produisent sur leurs terres sécurisées, tout en ayant maintenu une souveraineté alimentaire à travers un système de subsistance solide et en même temps flexible vis-à-vis des forces du marché.
5. La soudure est maîtrisée, et la vulnérabilité est réduite à un niveau gérable localement.
6. La paix sociale au sein des Communautés est rétablie, et la solidarité et l'entraide sont des pratiques usuelles.
7. Les droits civiques de base sont acquis: tous les enfants disposent de leurs actes de naissance, et tous les adultes de leurs Cartes d'Identité Nationale.
8. Les paysans sont des citoyens actifs et responsables, ils sont souverains dans leurs décisions politiques.